

TOUT SUR LA MORT DU PRÉSIDENT SEKOU TOURÉ ET LE COUP D'ÉTAT DU 3 AVRIL 1984 !



Le mardi 20 mars 1984, Sékou Touré rentre d'Alger et de Fès ; il y a vainement tenté de rapprocher, au cours de ses conversations avec le président Chadli et le roi Hassan II, les points de vue de l'Algérie et du Maroc sur le Sahara occidental ; il sait désormais que le XXème Sommet de l'OUA prévu à Conakry, dont il ambitionnait de faire la réunion de la réconciliation, risque d'achopper sur cette question.

D'Alger, il est reparti avec une extinction de voix, et a même craint d'avoir été empoisonné. Du Maroc, il est rentré fatigué. Sa déception est perceptible, mais il espère toujours sauver "son" Sommet en se rendant quelques jours plus tard à Tripoli, puis dans d'autres capitales africaines.

Le mercredi 21 mars, il reçoit des délégations étrangères, des responsables guinéens et de simples militants, comme il a l'habitude de le faire quotidiennement. Le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Mbasogo Obiang Nguema, est son tout dernier visiteur officiel.

Le jeudi 22 mars, au Palais des nations, il préside avec son brio habituel la séance de clôture du congrès des syndicats de la CEDEAO ; rappelant qu'il a lui-même commencé à militer dans un syndicat, il affirme qu'il restera "syndicaliste jusqu'à (sa) mort" ; mais cette formule, qui semble aujourd'hui prémonitoire, il l'a déjà employée à maintes reprises.

Vers 17 heures, il regagne son nouveau bureau dans l'enceinte de la cité de l'OUA (il y est installé depuis un mois à peine), mais marche avec plus de difficulté que d'habitude. Sa femme, Hadja Andrée Touré, passe un moment avec lui et lui montre un tissu de bazin avec lequel elle se propose de lui faire confectionner un boubou de cérémonie pour le Sommet de l'OUA ; il répond que ses goûts lui font préférer la percale, tissu plus modeste.

Dans la soirée, comme toujours quand il est seul 175, il dîne légèrement de miel, de laitages et d'ananas, mais à la fin de ce frugal repas, vers 21 heures, il est pris de malaises et de vomissements. Il se couche sans tarder et se plaint de douleurs qui sont "comme des coups de poignard". Immédiatement alerté par Madame Andrée, le ministre des affaires étrangères, Abdoulaye Touré, qui est également docteur en médecine, s'affole ; arrivé en hâte auprès de Sékou, il lui administre des calmants et appelle à son chevet des médecins chinois. Ceux-ci l'auscultent avec soin, lui donnent divers médicaments et prescrivent surtout du repos. Ils ne semblent pas avoir diagnostiqué l'accident cardio-vasculaire dont Sékou Touré est en fait victime.

L'un des tout premiers à avoir alerté Sékou et ses proches sur des problèmes cardiaques a été le Docteur Nagib Roger Accar, longtemps ministre de la santé. Dès les années 60, il avait décelé un risque d'anévrisme chaque fois que Sékou parlait fort ou se mettait en colère, et avait à plusieurs reprises conseillé une opération préventive, mais en vain.

Peu d'années avant son décès, Sékou Touré — qui détestait consulter des médecins et ne l'avait pratiquement jamais fait lui-même à l'étranger. Madame Andrée avait fait venir de l'hôpital régional de Fria, largement financé, équipé et géré en liaison avec le groupe aluminier animé par Pechiney, le docteur Mario d'Amato. Celui-ci avait tout de suite diagnostiqué, plutôt que des problèmes cardiaques (ou en plus de ceux-ci), de très sérieux signes de tumeur ou de cancer de l'appareil digestif. Alerté sur la gravité réelle de son état, Sékou Touré avait demandé à son interlocuteur, qu'il revit à plusieurs reprises, quelles étaient ses chances de survie.

De son côté, Jacques Marchandise, ancien président de Pechiney et de Fria, et interlocuteur privilégié du chef de l'Etat guinéen pendant un quart de siècle, témoigne avoir rencontré à Paris Sékou Touré lorsque ce dernier se rendait en novembre 1983 à la Conférence franco-africaine de Vittel ; celui-ci lui avait demandé conseil — "pour un ami", disait-il — à propos d'un hôpital qui serait spécialisé dans les opérations cardiaques ; Jacques Marchandise avait suggéré le Val de Grâce à Paris, et un autre hôpital parisien, ainsi que l'établissement américain de Cleveland où Sékou Touré a finalement été opéré en mars 1984.

Un des très bons spécialistes français de la chirurgie cardiaque, le professeur Edmond Bertrand, doyen honoraire de la faculté de médecine d'Abidjan, qui effectuait à l'époque près d'une opération à coeur ouvert par jour dans sa clinique de la capitale ivoirienne, aurait affirmé que si Sékou était venu se faire opérer à Abidjan dans les 24 heures au lieu de passer plus de quatre jours à attendre pour se rendre aux Etats-Unis, il aurait eu toutes chances de survivre 180. Selon ces divers témoignages, Sékou aurait su qu'il était gravement atteint, soit du côté gastrique, soit du côté cardio-vasculaire, soit des deux.

Ce qui est certain, c'est que Sékou souffrait depuis longtemps de troubles gastriques et de douleurs d'estomac ; il en soignait les symptômes les plus douloureux en prenant régulièrement des comprimés de "Tagamet", un produit qu'il avait sans doute découvert lors de l'un de ses voyages aux Etats-Unis et qu'il faisait venir de là-bas par boîtes en grandes quantités . Il recourait également à des médicaments qu'on lui préparait à Dakar, et qui semblent lui avoir été indispensables à certaines époques.

Le vendredi 23 mars au réveil, Sékou ne se sent pas assez bien pour recevoir des visites, et annule tous ses engagements de la journée. Béavogui en est informé dès 7 heures du matin. Abdoulaye Touré est à ses côtés et répond aux coups de téléphone. Le roi du Maroc l'appelle dans la matinée pour parler encore du Sahara occidental ; apprenant le malaise dont Sékou a été victime, il dépêche par avion spécial une équipe de médecins, qui arrivent dans la soirée. Informé par eux que l'état de Sékou est réellement très sérieux et qu'il s'agit d'un problème cardiaque, Hassan II alerte encore dans la nuit un hôpital spécialisé de Cleveland (Etat de l'Ohio) aux Etats-Unis, sur le lac Erié, où plusieurs chefs d'Etat (notamment la famille royale saoudienne) se font régulièrement soigner.

Le secret reste cependant bien gardé : trois ministres qui assistent le soir même à une réception à l'ambassade de France, Abdoulaye Touré, Mamadi Keita et Sénainon Béhanzin, ne font aucune allusion à cette indisposition du chef de l'Etat. Il n'est même pas certain que tous les ministres en aient été informés.

Entre temps, Sékou a été discrètement transporté dans l'une des villas de Belle-Vue. Les cardiologues américains, munis d'appareils sophistiqués de contrôle, arrivent à Conakry le samedi 24. Leur diagnostic tombe très vite : anévrisme de l'aorte ; une intervention chirurgicale rapide est impérative. Hassan II prévient le roi Fahd d'Arabie saoudite, lequel envoie un avion médical saoudien ultra-perfectionné (affrété semble-t-il par la compagnie pétrolière ARAMCO) qui se pose à Conakry dans la matinée du dimanche 25. Il faudrait partir le plus rapidement possible, chaque heure qui passe rend désormais plus grand le risque opératoire et plus aléatoires les chances de succès.

Mais Sékou Touré est très réticent à l'idée de quitter la Guinée. C'est Madame Andrée qui finira par le convaincre, et le dimanche 25 en fin de journée, le Boeing 707 saoudien médicalisé s'envole vers les Etats-Unis ; Sékou a pu monter à bord sans aide et saluer les membres du BPN et du gouvernement venu lui souhaiter bonne chance. Madame Andrée, leur fils Mohamed, sa fille Aminata, le ministre Abdoulaye Touré, Ben Daouda Touré, chef du protocole, et l'aide de camp Kalagban Camara se trouvent à ses côtés. Avant de partir, Sékou a tenu à faire une brève halte dans son bureau ; il en fait ensuite soigneusement fermer la porte, de même que ses

armoires fortes, et en confie les clefs à un homme de confiance, le commandant Keita. A bord de l'avion, Sékou Touré, allongé, dicte à Abdoulaye Touré une sorte de testament.

En raison du décalage horaire, c'est encore dans la soirée de dimanche que l'avion se pose à Cleveland. L'ambassadeur de Guinée à Washington, Thierno Habib Diallo, son collègue accrédité à Ottawa, ainsi que N'Faly Sangaré, qui participait à Washington à une réunion du Fonds Monétaire International, rejoignent Sékou dans sa chambre à l'hôpital. Ismaël Touré, qui se trouvait en mission à Paris et en Suisse, en fait de même dans la nuit. Stokeley Carmichaël, l'ancien leader du mouvement des Black Panthers — un temps marié à Myriam Makeba et familier de Conakry — vient prendre des nouvelles. La famille loge dans un hôtel proche, face à l'hôpital.

Le lundi 26 mars au matin, Sékou prend en famille son petit déjeuner ; Madame Andrée lui refuse la cigarette qu'il souhaite fumer. Puis Sékou téléphone à Béavogui ; il est assez détendu, anxieux toutefois à l'idée d'une opération, car, dit-il :

— Je ne veux pas être opéré aujourd'hui ; ce jour n'est pas un bon jour pour moi.

Il ajoute :

— D'ailleurs, je veux rentrer à la maison. J'ai un grand voyage important à faire.

Les examens approfondis auxquels les spécialistes américains procèdent montrent l'existence d'une dissection étendue de l'aorte avec une double fissure, ce qui exige une intervention chirurgicale immédiate. Mais le chirurgien se veut rassurant : l'opération a normalement 99% de chances de réussite ; il faudra au patient trois semaines de repos complet ; il pourra ensuite revenir à Conakry. Madame Andrée, qui dira plus tard qu'elle pensait que Sékou savait qu'il ne survivrait pas, échange encore quelques propos avec lui ; à ses paroles d'encouragement et d'espoir, il se borne à répondre d'une voix sourde :

— **Amen.**

Son fils Mohamed l'accompagne jusqu'à l'entrée du bloc opératoire ; ils échangent quelques mots sur la campagne agricole et sur la guerre Irak-Iran, deux sujets qui le préoccupent beaucoup. Au chirurgien américain qui se veut rassurant, il se borne à dire :

— **L'homme propose, Dieu dispose.**

C'est au cours de l'opération, commencée vers midi et qui dure près de quatre heures, que le cœur lâche ; tous les efforts des chirurgiens pour arrêter les hémorragies et ramener Sékou à la vie sont vains. Les vaisseaux sanguins, durcis par l'âge et l'usage du tabac, ne se prêtent pas aux manipulations chirurgicales indispensables. Il est 15 heures 23 minutes à Cleveland, 22 heures 23 à Conakry, ce lundi 26 mars 1984. Les proches sont immédiatement avertis à l'hôtel où ils attendaient des nouvelles.

Avant minuit, heure de Conakry, Lansana Béavogui est informé du décès par un coup de téléphone de Mohamed. Il convoque immédiatement une réunion du Bureau Politique National et du gouvernement ; tous les membres présents à Conakry se retrouvent, consternés, à 2 heures du

matin. Le BPN rend public dans la matinée du mardi (alors que l'événement a déjà été diffusé depuis plusieurs heures par l'Agence France-Presse) un communiqué annonçant la "tragique nouvelle" et proclamant un deuil national de quarante jours. Un peu plus tard, le BPN avise la population que le corps de Sékou Touré arrivera le lendemain 28 mars à 10 heures à l'aéroport de Conakry-Gbessia, et l'informe du déroulement des cérémonies. En une demi-heure, entre 13 heures 30 et 14 heures, ce même 27 mars, le BPN se réunit dans la salle du conseil de gouvernement et, constatant officiellement la vacance du pouvoir, décide de confier jusqu'à l'élection d'un nouveau président la direction des affaires de l'Etat au Premier ministre, qui prend le titre de Chef du gouvernement, respectant ainsi à la fois la Constitution 188 et la volonté expresse du défunt. Il ne semble pas qu'il y ait eu à ce moment là la moindre contestation.

Comme prévu, l'avion qui ramène en Guinée le cercueil de Sékou se pose sur la piste de l'aéroport de Gbessia le 28 mars au matin, accueilli par coups de canon. A aucun moment jusqu'à l'inhumation, le cercueil ne sera ouvert ; le visage du mort ne sera pas montré, même aux plus proches, entraînant par la suite toutes sortes de spéculations. Le corps avait été embaumé au lendemain du décès à Cleveland, par les soins de spécialistes de la communauté musulmane de cette ville. A Conakry, les Oulémas marocains avaient procédé encore à une dernière toilette du mort.

Peu après l'inhumation dans le Mausolée, vers minuit, peut-être pour couper court aux rumeurs, le colonel Lansana Conté, qui n'est encore qu'à la tête de l'armée, fait boucler tout le quartier par la troupe, mais lui-même quitte la capitale pour se rendre à Dubréka ; on ne sait ce qui se passe pendant quelques heures autour du Mausolée, que personne d'extérieur ne peut approcher.

Pour l'arrivée de l'avion qui ramène en terre guinéenne les restes de Sékou, toutes les notabilités du Parti sont présentes, huit compagnies de l'armée, de la police et de la milice rendent les honneurs. Une foule énorme et encore sous le choc s'est rassemblée à l'aéroport et le long de la route sur laquelle s'engage le convoi funèbre. Le cercueil a été posé sur une allonge d'artillerie tractée encadrée de six BTM (véhicules blindés de transport fournis à l'armée guinéenne par l'Union soviétique) transportant la garde d'honneur. Il sera ensuite placé sur un catafalque disposé sur la scène du Palais du Peuple où il restera exposé pendant deux jours, veillé en permanence par des piquets d'honneur formés de membres du BPN, du gouvernement, et des différents comités nationaux. C'est là que les militants rendent les derniers hommages à Sékou, c'est là que les délégations étrangères présentent leurs condoléances à la famille et aux proches éplorés.

Le 30 mars au matin, la dépouille est transportée au Stade du 28 septembre, où Lansana Béavogui prononce une vibrante et émouvante oraison funèbre, sanglotant à l'évocation du mouchoir blanc qu'agitait si souvent le leader disparu. 20.000 militants assistent à la cérémonie, ainsi que de nombreuses délégations étrangères, dont dix neuf conduites par un chef d'Etat ou de gouvernement. Le vice-président George Bush représente les Etats-Unis, le premier ministre Pierre Mauroy la France, le prince héritier Sidi Mohamed le Maroc (on remarque cependant qu'Hassan II n'est pas venu lui-même, en dépit de ses liens très forts avec Sékou ; il a ordonné trois jours de deuil national au Maroc). Sont présents également :

Kapitonov, secrétaire du comité central du parti communiste de l'Union soviétique

Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire) 192
Gnassingbé Eyadema (Togo)
Hissène Habré (Tchad)
Dawda Jawara (Gambie)
Ould Haidallah (Mauritanie)
Aristide Pereira (Cap-Vert)
Abdou Diouf (Sénégal)
Omar Bongo (Gabon)
Muhammad Zia-ul-Haq (Pakistan)
Samora Machel (Mozambique)
Julius Nyerere (Tanzanie)
Seyni Kountché (Niger)
Matthieu Kerekou (Bénin)
Moussa Traoré (Mali)
Kenneth Kaunda (Zambie)
Samuel Doe (Liberia)
Hosni Moubarak (Egypte)
Yasser Arafat (OLP)
Blaise Compaoré (Haute Volta, mais Thomas Sankara n'est pas venu)
Général Idiagbon (Nigeria)
Xi Zhong-Xun (Chine)
Grigorov (Bulgarie)
Hofmann (République démocratique allemande)
Edgard Pisani (qui représente la Communauté économique européenne).

.....

Ensuite, un long cortège accompagne le corps jusqu'à la nouvelle et imposante Mosquée Fayçal de Conakry, où les dernières prières sont prononcées avant l'inhumation au Mausolée des Héros situé dans l'ancien jardin botanique de Camayenne, planté de fromagers majestueux et de manguiers imposants ; là reposent déjà les restes de l'Almamy Samory Touré, d'Alfa Yaya Diallo, de Morifidian Diabaté, de Saïfoulaye Diallo et de Hadja Mafory Bangoura ; trois "héros"

guinéens du siècle de la colonisation et deux “héros” de la période de l’indépendance. Les délégations et la foule se dispersent lentement ; dès le lendemain, le Mausolée encore recouvert de fleurs et de couronnes fanées restera presque désert, confié seulement à la garde de quelques miliciens. Plus tard, le monument sera fermé, inaccessible aux curieux. A l’intérieur, les murs sont toujours recouverts de panneaux de tissu noir sur lesquels a été tracé le texte de quelques sourates.

Le samedi 31, le BPN doit en principe arrêter le processus constitutionnel, politique et juridique qui permettrait à Béavogui de terminer sans nouvelle élection le mandat présidentiel.

L’Assemblée nationale et le Comité central du Parti sont convoqués pour les 2 et 3 avril, ce qui semble indiquer que la Constitution pourrait être alors amendée dans le sens souhaité par les partisans de l’ancien premier ministre.

Parallèlement, le ministre de l’armée populaire, Lansana Diané, est chargé de rassurer les militaires, qui acceptent de rester dans leurs casernes si une solution est rapidement trouvée à la crise et si aucune mesure n’est prise contre ceux des officiers qui ont manifesté leur inquiétude et leur agacement. Mais dans l’après-midi, les services de sécurité — restés fidèles au ministre de l’intérieur — tentent d’arrêter le colonel Diarra Traoré (pourtant membre du Comité central) et le commandant Sidi Mohamed Keita.

Coup d’Etat Militaire du Colonel LANSANA CONTE

Les principaux responsables militaires, groupés autour des colonels Lansana Conté et Diarra Traoré, associant à leur action toutes les unités en uniforme, décident alors de passer aux actes. Ils prennent en mains les destinées du pays dans la nuit du 2 au 3 avril 1984 et forment un Comité Militaire de Redressement National (CMRN).

Le Communiqué n°1 du CMRN, en date du mardi 3 avril à 7 heures du matin, montre bien que l’ère de Sékou Touré est terminée, et que la Deuxième République a la volonté de changer rapidement les choses. Tout en lui rendant hommage, ce texte contient quelques critiques sévères à l’égard de l’ancien leader et met en accusation sa famille et les dignitaires de l’ancien régime, qui sont invités, par le communiqué n° 3, à se présenter dans les plus brefs délais dans les garnisons militaires.

Très rapidement, tous ces derniers sont arrêtés dans leur résidence.

D’abord consignés dans leurs villas, ils sont ensuite amenés au Camp Boiro (dont les 134 détenus — parmi lesquels deux femmes — avaient été libérés le 3 avril au matin), puis après quelques jours transférés au camp militaire de Kindia.

Nouveau chef de l’Etat guinéen, le colonel Lansana Conté a présidé le 5 avril le premier conseil des ministres du gouvernement formé la veille.

La radio, qui n’émettait plus que de la musique militaire depuis le mardi 3 avril, passe de nouveau des émissions de variétés ; on peut en conclure que le deuil de quarante jours naguère décrété après la mort du défunt président, est d’ores et déjà terminé. Une nouvelle émission, le

“téléphone vert”, permet aux auditeurs d’intervenir directement sur l’antenne pour faire part de leur opinion sur l’ancien régime ; la seule condition est de se présenter nommément.

Moins d’une semaine après le coup militaire, trois personnalités détenues sont relâchées, trois femmes :

Jeanne Martin-Cissé, ancienne ministre des affaires sociales et ancienne représentante de la Guinée auprès de l’ONU

Mariama Sow, ancienne présidente de l’Union Révolutionnaire des femmes de Guinée

Coumba Diakité, ancienne présidente du mouvement des jeunes.

Ce fut aussi le cas de Nfaly Sangaré, qui en tant que ministre des banques, était administrateur du Fonds Monétaire International; les pressions de cette puissante institution sur le gouvernement guinéen, obligé de composer avec elle en raison de la délicate conjoncture monétaire du pays, amenèrent le CMRN à le libérer peu après.

En avril de l’année suivante, un an environ après la prise de pouvoir par les militaires, c’est Louis Senainon Béhanzin qui est relâché, à la demande du président du Bénin Matthieu Kérékou. Béhanzin peut ainsi regagner son pays d’origine, où il se lancera dans l’agriculture.

Le roi Hassan II, le président Houphouët-Boigny, le président Nino Vieira de Guinée-Bissau (proche de Lansana Conté, lequel a conseillé pendant quelque temps les forces du PAIGC), quelques autres personnalités, interviennent en faveur des détenus. Un an après le coup, un avocat français, Maître Jean-Marie Degueldre, mandaté par la famille de l’ancien président et encouragé par Hélène Bouvard, qui fait preuve d’une indéfectible amitié pour la famille de Sékou, peut leur rendre visite au camp de Kindia ; il s’entretient avec Ismaël Touré, Abdoulaye Touré, Siaka Touré, Moussa Diakité, ainsi qu’avec Madame Andrée, qui lui confie un numéro de compte en banque, sur lequel auraient été versés les droits d’auteur des oeuvres de Sékou .

Le 15 mai 1985, quelques jours après la visite de Maître Jean-Marie Degueldre, au terme d’une session commune, le Comité Militaire de Redressement National et le gouvernement décident de remettre en liberté une trentaine de dignitaires détenus à Kindia, parmi lesquels la fille de Sékou Touré, Aminata Touré-Camara, et plusieurs anciens ministres.

Mais peu après, c’est la tentative de coup d’Etat du 4 juillet 1985, fomentée par l’ancien premier ministre le colonel Diarra Traoré (il ne dirigeait plus le gouvernement depuis décembre 1984), qui scella le sort des principaux détenus et notamment des proches parents de Sékou Touré. En dépit de toutes les dénégations ultérieures et d’un simulacre de procès posthume, il est établi que, dans la nuit du 7 au 8 juillet 1985, une vingtaine de détenus furent exécutés à Kindia. Parmi eux :

Amara Touré

Ismaël Touré

Siaka Touré

Moussa Diakiité 206

Mouloukou Souleymane Touré

Mamadi Keita

Seydou Keita

Karim Keyra

Abdoulaye Touré

Sékou Chérif .

Madame Andrée et son fils Mohamed en revanche furent épargnés, de même que Kesso Bah et son fils Mohamed furent condamnés à huit ans de travaux forcés et à la confiscation de leurs biens ; Kesso Bah est condamnée à cinq ans de prison ferme ; les deux soeurs de Sékou Touré, Noukoumba et Ramata, Damantang Camara et quelques autres dignitaires furent condamnés à 28 mois de prison ferme; ils furent tous remis en liberté en janvier 1988 ; en mars de cette même année, ceux d'entre eux qui le voudront pourront gagner le Maroc, à la demande du Roi Hassan 2.

En revanche, Ismaël Touré, Amara Touré, Mamadi Keita, Moussa Diakhité, Seydou Keita, Lansana Diané, Toumani Sangaré et dix autres dignitaires, beaucoup d'entre eux apparentés à Sékou Touré ou à son épouse, furent condamnés à la peine capitale et à la confiscation de leurs biens ; mais ils avaient été exécutés bien avant, quelques jours après l'échec de la tentative de coup d'Etat de Diarra Traoré (lui-même exécuté avec ses complices dès le 5 juillet).

Lansana Béavogui et N'Famara Keita étaient décédés de maladie au camp de Kindia en 1984. Le commandant Siaka Touré a probablement fait partie des militaires non identifiés (un général, deux colonels, onze commandants, six capitaines) condamnés à la peine capitale avec confiscation de leurs biens, qui ont sans doute été exécutés en juillet 1985.

Khalil Djafounouka KABA